

ATELIER DE FORMATION DES JOURNALISTES SUR LA GOUVERNANCE MINIERE, 25-27 JANVIER 2019

Rapport de synthèse des travaux, jour 1

Les travaux de l'atelier de formation des journalistes sur la gouvernance minière se sont ouverts ce vendredi 25 janvier 2019 dans la salle de conférence de l'hôtel Marcica de Kindia,

L'atelier s'est ouvert par le discours de M. Aboubacar Diallo, DG de Wassolon Agency Communication, co-organisatrice de la présente formation. Il a mis l'accent sur l'impérieuse nécessité, pour les journalistes guinéens, de sortir du conformisme qui guette la corporation par la noble voie de la formation. Il est revenu par la suite à M. Aboubacar Kourouma, DG du Bureau de Stratégie et de Développement du ministère des mines et de la géologie, qui représentait le secrétaire général dudit département, empêché, de saluer le nouveau partenariat naissant entre son ministère et l'ensemble de la presse de notre pays. Cette collaboration, a-t-il laissé entendre, ne pourrait être que bénéfique pour l'information des populations et un précieux outils pour prévenir les conflits entre celles-ci et l'Etat d'une part, et les opérateurs du secteur et ces mêmes populations de l'autre.

Sous la modération de M. Abdul Wahab Diakhaby, DGA du BSD, des débats très enrichissants ont eu lieu à la suite d'exposés des cinq thématiques égrenées par les experts du département au cours de cette première journée.

Le premier thème qui a porté sur la situation du secteur minier guinéen, a permis aux participants de comprendre les avancées majeures enregistrées depuis 2010, des avancées qui auront permis d'accroître le taux de croissance et catalyser la transformation structurelle de l'économie guinéenne. L'adoption en 2011 suivi en 2013 de la révision d'un nouveau code minier plus actuels et plus incitatif aux investissements, l'adoption en 2014 d'une politique de mutualisation des infrastructures auxiliaires aux mines avec un schéma directeur des infrastructures annexes, la création en 2016 d'un guichet unique en vue de faciliter et accélérer les procédures d'obtention des permis et autorisations des projets miniers, l'obtention en 2014 de la conformité de la Guinée à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), la modernisation du cadastre minier ainsi que les investissements colossaux dans le secteur minier sont parmi les acquis les plus marquants. A l'horizon 2025, le DG du BSD qui a facilité cet exposé a annoncé que les 3 milliards USD d'investissement actifs actuellement seront portés à plus de 10 milliards.

Le second thème a porté sur la présentation du ministère des mines et de la géologie, de la première république à nos jours. La demi douzaine de changement de dénomination intervenus ainsi que la structure actuelle du département ont été éclaircis pour les participants.

Le troisième thème a porté sur la politique minière de la troisième République, ainsi que sur le plan de développement du secteur minier guinéen. Là, l'accent a été mis sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), la chaîne de résultats (CR) basée sur le rapport logique entre les intrants, les activités, les extrants et les résultats d'une politique, d'un programme ou d'un projet, le plan d'action opérationnel (PAO) et le rattachement du Plan de Développement du Secteur Minier (PDSM) aux quatre piliers du PNDS qui sont :

- La promotion d'une bonne gouvernance au service du Développement Durable
- La transformation économique durable et inclusive
- Le Développement inclusif du capital humain
- Et la gestion durable du capital naturel ;

Le quatrième exposé a porté sur le Code Minier. Le facilitateur de ce thème a expliqué les raisons profondes qui ont motivé l'adoption du nouveau code minier en 2011 et sa révision intervenue seulement deux années après. Le très peu de développement du secteur minier au changement intervenu en 2010 dû au désengagement de l'Etat par la réduction de sa participation au capital des sociétés minières, la mauvaise gestion du cadastre minier, le manque de moyen et de politique de suivi et de contrôle des sociétés minières et projets de développement. La crise sociopolitique de 2006-2007, le gel des ressources minérales et des pratiques fiscales laxistes sont entre autres causes énumérées de la nécessité d'une réforme législative profonde dans ce secteur névralgique de notre économie nationale. Aux dires de M. Laye Kandet, DGA du service juridique, seule la recherche de la compétitivité et la préservation des intérêts du pays ont guidé cette réforme des textes, garant d'une meilleure gouvernance minière et l'ancrage de la responsabilité sociétale des entreprises minières en Guinée.

Enfin le cinquième thème a porté sur le cadastre minier, M. Mohamed Lamine Sy Savané ; directeur du CPDM. La découverte du Centre de Promotion et de développement Miniers a été captivante. Ensuite les participants ont été amenés à explorer le cadastre minier, important établissement public qui gère les titres miniers sur la base de règles institutionnelles, réglementaires et technologiques. Ainsi ils ont appris qu'il n'y a pas un système de cadastre minier universel, mais plutôt que celui-ci est souple et se base sur les textes juridiques et réglementaires en vigueur dans chaque pays. Les types de systèmes de cadastres miniers, les étapes de modernisation du cadastre guinéen, son informatisation, les résultats de son assainissement, ainsi que ses principes et procédures ont été entre autres abordés.

Cette première journée s'est achevée sur une note de satisfaction générale. Il est à noter que le présent atelier réunit une cinquantaine (50) de journalistes venus de la région de Conakry et des zones minières en activité de la Basse Guinée (Boké, Kamsar, Gaoual, Koumbia, Fria, Kindia et Téliélé), ainsi que des cadres du département des mines et de la structure Wassolon Agency Communication.

Kindia, le 25 janvier 2019

Les Rapporteurs